

Décryptage : L'Europe face aux nouvelles logiques d'empire

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Guerre froide (1945-1989)
5 mai 2025



L'Europe a vécu en première ligne un vingtième siècle qui fut d'abord celui de la fin tumultueuse des Empires - coloniaux, soviétique, austro-hongrois, ottoman, Reich allemand etc.. - et elle se défie aujourd'hui, trop sans doute, des rapports de force, au risque de se transformer en cette Europe « déplorante » qui ne peut, à longueur de communiqués, que constater et regretter les écarts de ceux qui ne respectent pas le *jus gentium* ou les règles communes aux nations civilisées.

A partir de 1989, la chute du mur de Berlin avait vu fleurir nombre de concepts qualifiant ce que l'on croyait à l'époque percevoir comme définissant la nouvelle architecture du monde : multipolaire, apolaire, fin de l'histoire, choc des civilisations entre l'Occident et le monde arabo-musulman. Aujourd'hui, Washington rejoue, avec Trump 47e président, une variante de la guerre froide avec la Chine - course aux armements, frictions militaires, guerre économique et *containment* inclus. Prévaut de ce fait l'impression, en cette année 2025, que derrière le paravent d'une pandémie qui avait monopolisé les attentions, s'est épanoui de façon sournoise et décomplexée un cynisme - que l'on se hasarde à qualifier de régressif - propre à justifier les entreprises les plus périlleuses.

Un contexte international « régressif »

Il est des correspondances, notamment celles qui associent évolutions politiques nationales et internationales, qu'on hésite - en dehors des schémas classiques de l'impact des démagogies électorales sur les politiques étrangères - à évoquer. Il arrive pourtant que certaines coïncidences s'imposent. La revue *Le Débat*, née en 1980, a disparu en 2020 et, dans sa dernière livraison, Pierre Nora nous a livré une série d'explications pertinentes de cet effacement discret d'un outil de décryptage de la « complexité généralisée » du monde.

[...]

Pour lire l'article "[L'Europe face aux nouvelles logiques d'empire](#)" écrit par Alain MEININGER et extrait du Bulletin de l'Amicale des Anciens des services spéciaux de la défense national n° 270 de mars 2025, [cliquez ICI](#)

[Les faux postulats de la guerre d'Ukraine, selon Eric Dénécé](#)

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Désinformation,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Géopolitique,Livres et publications,Renseignement,Services allemands
5 mai 2025



L'AASSDN relaie cet éditorial d'Eric Dénécé N°64 / FÉVRIER 2024 sur cf2r.org

Lorsqu'ils considèrent la guerre d'Ukraine, la plupart des analystes[1] partent, me semble-t-il, de postulats erronés - délibérément ou par méconnaissance - que je crois instillés par les États-Unis et l'Ukraine, et qu'il convient de signaler, car ils sont à l'origine d'une vision qui s'affirme de plus en plus fausse des origines et des réalités de ce conflit et donc de son issue probable.

Il ne s'agit pas, répétons-le une nouvelle fois, de défendre les positions de la Russie, mais de rappeler certains faits et de faire prendre conscience du narratif élaboré par les Américains pour justifier le bien-fondé de cette guerre aussi horrible qu'inutile, et de la désinformation majeure dont nous sommes victimes en Europe, et en particulier en France, depuis maintenant deux années.

QUATRE POSTULATS (DÉLIBÉRÉMENT) ERRONÉS

1. La Russie Voulait Envahir L'ukraine

Nous savons aujourd'hui que le corps de bataille russe massé à la frontière ukrainienne début 2022 comptait entre 120 000 et 150 000 hommes selon les sources et que la première vague d'assaut ne comprenait que 60 000 hommes environ. Le simple bon sens voudrait que des analystes sérieux aient eu l'objectivité de reconnaître qu'il s'agissait bien d'une opération militaire « spéciale » - qu'ils étaient en droit de dénoncer - au lieu d'abonder dans le sens de la propagande diffusée par Kiev, Londres, Washington et Varsovie s'attachant à faire croire à une invasion menaçant toute l'Europe occidentale. Les effectifs russes engagés étaient clairement

ceux d'une action limitée, donc notoirement insuffisants pour une opération d'ampleur contre un État de 603 000 km² et de 43 millions d'habitants. Rappelons pour mémoire que lors de leur invasion de l'Irak - 438 000 km², 27 millions d'habitants et des forces armées non soutenues par - en 2003[2], les Américains ont engagé une armée de 150 000 hommes assistée de 45 000 Britanniques et de 70 000 Kurdes[3]. Ce premier postulat ne résiste donc pas à l'analyse militaire élémentaire.

2. LA RUSSIE DISPOSAIT D'UNE ARMÉE PUISSANTE QUI AURAIT DÛ BALAYER LES UKRAINIENS EN QUELQUES SEMAINES. CELA N'A PAS EU LIEU, CE QUI RÉVÈLE SA MÉDIOCRITÉ ET CELLES DE SES CHEFS

Les forces russes qui ont attaqué l'Ukraine l'ont fait avec un rapport de forces très défavorable de 1 contre 3. Elles ne pouvaient donc submerger ni écraser l'armée ukrainienne, très supérieure en nombre. Leur objectif était de la paralyser et de contraindre Kiev à la négociation.

De plus, on oublie ce que de nombreux experts militaires observaient déjà pendant la Guerre froide et jusqu'au début des années 2000 : les forces soviétiques (malgré leur importance), étaient d'abord des forces préparées pour la défense et non pour les opérations extérieures, à la différence des forces occidentales. Nous savons donc depuis longtemps que la logistique, surtout pour la projection de forces, n'est pas leur point fort, ce qui a été confirmé par les observations de nombreux officiers s'étant rendus en Russie après la dissolution de l'URSS... et par les premières semaines de « l'Opération militaire spéciale ».

Ces défauts, ne se sont pas améliorés après la chute du mur de Berlin, tant l'armée russe a connu de coupes sombres, tant en matière de budget, de ressources humaines que d'unités. Il a fallu attendre le début des années 2000 pour observer le début d'un redressement. Néanmoins, l'armée russe d'aujourd'hui n'est pas l'Armée rouge d'hier, bien qu'elle en soit l'héritière.

Aussi, nous nous permettons de penser que cette surestimation de la force russe, largement relayée par les médias occidentaux, n'avait pour but que de glorifier la résistance ukrainienne et d'humilier Moscou, dans le but possible de provoquer une fronde contre Poutine et son état-major.

3. LES FORCES RUSSES VOULAIENT PRENDRE KIEV, MAIS ELLES ONT ÉCHOUÉ

Autre ineptie. Seule une fraction des forces de l'Opération militaire spéciale a été affectée à l'offensive visant la capitale ukrainienne, non dans le but de la conquérir, mais de fixer les forces de Kiev (manœuvre opérative). Il est totalement délirant de croire que les Russes envisageaient de conquérir une agglomération couvrant 12 300 km² - au cœur d'une aire urbaine de 28 900 km² -, regroupant au total 4,6 millions d'âmes[4], et encore une fois face à des forces supérieures en nombre et installées sur un territoire qu'elles connaissaient parfaitement. Ceux qui savent les extrêmes difficultés de la guerre urbaine n'ont cessé de dénoncer cette affirmation des Ukrainiens et de leurs mentors occidentaux comme totalement fantaisiste.

À titre de comparaison, il convient de rappeler que pour son opération de nettoyage de la bande de Gaza (360 km², 2,6 millions d'habitants), l'armée israélienne a engagé plus de 180 000 hommes, dispose d'un contrôle du ciel total et d'une assistance américaine et britannique en matière de collecte de renseignements et de fourniture de munitions. Néanmoins, quatre mois après le début de son offensive, Tsahal n'est toujours pas parvenu à en prendre le contrôle total alors même que les combattants du Hamas (20 000 hommes) ne sont pas des adversaires comparables à l'armée ukrainienne formée par l'OTAN.

4. LA RÉSISTANCE HÉROÏQUE DES FORCES UKRAINIENNES A SURPRIS LE MONDE COMME LA RUSSIE ET MONTRE LA SOLIDITÉ ET LA DÉTERMINATION DE CETTE NATION

Cette affirmation nous semble relever d'une sous-estimation délibérée de l'armée ukrainienne afin d'atteindre le but psychologique évoqué au point n°2 ci-dessus. Encore une fois, revenons-en aux chiffres. Début 2022, les forces armées ukrainiennes comptaient 250 000 hommes, soit les deuxièmes les plus importantes en volume en Europe orientale, après l'armée russe. Elles étaient de plus complétées par les gardes-frontières (53 000 hommes), la nouvelle Garde nationale d'Ukraine (60 000) et les divers services de sécurité intérieure. Surtout, ces forces avaient bénéficié, depuis 2014 d'une assistance majeure de plusieurs pays de l'OTAN (États-Unis, Royaume-Uni, Canada), en matière de formation et de livraisons d'armes, et recevaient aussi de très nombreux renseignements sur la Russie dont ces pays disposaient[5]. C'étaient donc des forces professionnelles, bien équipées et disposant, pour certaines d'entre elles, d'une expérience du combat pour avoir participé depuis 2014, aux opérations militaires contre les régions autonomistes du Donbass. Rien à voir donc avec « la petite armée » ukrainienne que nous ont vendue l'OTAN et les médias.

Ajoutons à cela que l'armée ukrainienne avait établi, principalement autour du Donbass, de très solides positions défensives, qu'elle combattait sur un terrain qu'elle connaissait, qu'elle était trois fois plus nombreuse que les forces d'attaque russes, et que si celles-ci avaient l'initiative, leur offensive était largement attendue.

Ces quatre postulats - dont l'analyse rapide permet de mesurer qu'ils ne résistent pas aux faits - relèvent donc de la mauvaise foi, si ce n'est d'une désinformation délibérée, afin de fausser la perception du conflit et de décrédibiliser l'adversaire russe, manœuvre en soi de bonne guerre.

À côté de ses fausses affirmations, il convient également de se pencher sur d'autres faits, qui s'ils n'ont pas été déformés par le narratif otano-ukrainien, ont été passés sous silence, car ils contribuent également à éclairer les réalités de ce conflit d'un jour nouveau.

LA NÉCESSAIRE RELECTURE DES PREMIERS MOIS DU CONFLIT

5. Depuis 2014, les Américains n'ont eu de cesse de soutenir l'Ukraine et de la pousser à reconquérir le Donbass et la Crimée - qui sont des terres russes - en encourageant son nationalisme et en l'armant, poussant de ce fait les Russes dans leurs retranchements. Washington comme Kiev connaissaient pourtant les multiples avertissements qu'avait lancés Vladimir Poutine à partir de 2007 et ses réactions face à l'avancée agressive de l'OTAN aux

marges de la Russie (Géorgie 2008, Ukraine 2014). Américains et Ukrainiens se doutaient bien que les Russes ne resteraient pas sans réagir – tout en espérant peut être le contraire... – et qu'il fallait alors les faire tomber dans un piège : les placer en position d'agresseurs et de violation du droit international. Ils n'ont donc eu de cesse, depuis le milieu de l'année 2021, d'alerter l'opinion internationale sur la menace russe et le risque de guerre (qu'ils étaient en train de provoquer) dès qu'ils ont observé que Moscou massait ses troupes à la frontière ukrainienne et s'y livrait à des exercices militaires.

Il est finalement possible de considérer que les deux adversaires ont « bluffé » : les Américains et les Ukrainiens en pensant que les Russes ne réagiraient pas ; et Moscou estimant sans doute qu'en massant ses forces à la frontière, Washington et Kiev renonceraient. Mais aucune de ces deux manœuvres n'a fonctionné et elles ont irrémédiablement conduit à la guerre.

6. Ukrainiens et Américains savaient parfaitement qu'en lançant l'opération de reconquête du Donbass le 17 février 2022, Moscou interviendrait en soutien des populations russophones menacées. Leur objectif était alors d'amener l'armée russe à buter sur les nombreuses fortifications érigées depuis 7 ans à dans le sud-est du pays et à leurs nombreux moyens antichars, afin de lui infliger une défaite. Mais les Russes ne sont pas tombés dans ce piège.

7. Il n'est pas imaginable que Washington et Kiev aient décidé cette provocation contre la Russie sans que l'armée ukrainienne soit prête à résister et ait pris des dispositions défensives solides. Encore une fois, la – légitime – résistance ukrainienne n'est pas surprenante et s'est donc paradoxalement révélée moins performante que prévu, les Russes ayant pu fixer une partie des forces autour de Kiev et occuper très rapidement plus de 30% du territoire.

8. Le retrait des forces russes de la région de Kiev, fin mars 2022, n'est pas lié à un échec militaire – bien qu'elles y aient rencontré une farouche résistance ayant contrarié leur progression – mais à une concession de Moscou dans le cadre des négociations d'Istanbul[6], comme l'a confirmé Poutine lors de son interview accordée à Tucker Carlson. Certains continuent de nier ce fait, mais sans aucun argument, car les forces russes se sont retirées en bon ordre... avant que les Ukrainiens, sous l'influence de Boris Johnson, ne décident de mettre un terme à des négociations en passe d'aboutir !

9. Tout cela ne veut pas dire que les Russes n'aient pas commis d'erreurs. Il y a eu sans aucun doute de mauvaises estimations initiales de l'adversité, due à des rivalités entre services de renseignement. Dans un article récent[7], Andreï Kozovoï, professeur à l'université de Lille, évoque le fait que seules trois personnes, en dehors de Poutine lui-même, auraient été au courant du projet d'invasion décidé lors du Conseil de sécurité du 21 février : le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou ; le secrétaire du Conseil, Nikolaï Patrouchev ; et le directeur du FSB, Alexandre Bortnikov. Les autres membres de cette instance – dont Sergeï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Michoustine, Premier ministre et Sergueï Narychkine, le chef du SVR – auraient été, eux, favorables à la poursuite du processus diplomatique.

Par ailleurs Andreï Kozovoï rappelle justement que depuis l'arrivée de Poutine à la présidence en 2000, le FSB n'a cessé de prendre l'ascendant sur les autres services de renseignement, le SVR, mais aussi le GRU (Direction du renseignement militaire). Le premier s'étant déconsidéré aux yeux de Poutine à la suite de l'arrestation, en 2010 aux États-Unis, d'une dizaine d'illégaux par le FBI ; le second en raison du fiasco de l'empoisonnement de Skripal, à Londres, en 2018. Le FSB se serait de facto retrouvé en position de force dans l'élaboration du processus

décisionnel, pesant de tout son poids en faveur d'une intervention militaire en Ukraine. La décision de lancer l'opération militaire spéciale – certainement envisagée de longue date, mais non planifiée aussi en détail qu'elle aurait dû l'être – semble ainsi avoir été prise dans l'urgence. Une fois celle-ci engagée, comme tous les militaires le savent, un plan d'opération ne résiste jamais à plus de trois jours de guerre et les forces russes ont été confrontées à une plus forte adversité que ce qu'elles escomptaient, ce qui leur a coûté cher.

LE CINQUIÈME (NOUVEAU) FAUX POSTULAT

10. IL EXISTE UN RÉEL RISQUE DE GUERRE AVEC LA RUSSIE D'ICI 5 À 8 ANS ET LES OCCIDENTAUX DOIVENT S'Y PRÉPARER

Depuis la fin de l'année 2023, en raison de l'échec de la contre-offensive ukrainienne et des difficultés d'approvisionnement en armes, un nouveau narratif est produit par l'OTAN : celui d'un risque de guerre avec la Russie à l'horizon de 5 à 8 ans. Ainsi se succèdent les déclarations alarmistes des principaux responsables politiques et militaires des pays de l'OTAN, dans une campagne savamment orchestrée.

- En décembre 2023, les principaux collaborateurs du président Joe Biden déclarent au Congrès que si les parlementaires ne votent pas rapidement pas une aide militaire supplémentaire à l'Ukraine, la Russie pourrait gagner la guerre en quelques mois, voire quelques semaines. Mais les Républicains continuent à ce jour de s'opposer à une nouvelle aide de 61 milliards de dollars à Kiev.
- Puis, le 7 janvier, à l'occasion de leur séminaire annuel sur la défense, des membres du gouvernement suédois et des haut-gradés de l'armée déclarent que le pays doit se préparer à une guerre avec la Russie.
- Le 16 janvier, le journal allemand *Bild* publie un document « confidentiel » de l'état-major allemand montrant que celui-ci envisage sérieusement une attaque russe et décrivant comment il se prépare à y faire face.
- Le 21 janvier, l'amiral néerlandais, Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN déclare que l'Alliance n'exclut pas une guerre avec la Russie : « *Nous nous préparons à un conflit* » annonce-t-il.
- Le 21 janvier toujours, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, met en garde contre le risque d'une guerre dans un entretien diffusé par la chaîne télévisée ZDF, affirmant que « *même si une attaque russe ne paraît pas probable pour l'instant, nos experts s'attendent dans cinq à huit ans à une période au cours de laquelle cela pourrait être possible* ».
- Le 24 janvier, le général Sir Patrick Sanders, chef de la *British Army* estime, dans une interview au *Guardian*, que la société britannique doit se préparer à l'éventualité d'une guerre.
- Le 5 février, dans un entretien paru dans le tabloïd *Super Express*, le ministre de la Défense polonais, Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, déclare ne pas exclure une guerre imminente avec la Russie.

- Enfin, le 9 février Le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen, affirme, dans une interview au quotidien *Jyllands-Posten*, que la Russie est capable de passer rapidement à l'offensive et que le Danemark doit être prêt à ce scénario.

Tous déclarent que face à la menace, les budgets de défense et les achats d'armement doivent être augmentés sans attendre[8]. Évidemment, on ne s'interroge guère quant à savoir à qui profite cette manœuvre politico-médiatique[9]

Or, indépendamment du fait que Vladimir Poutine ait été très clair sur ce point lors de son interview avec Tucker Carlson[10], les réalités démographiques et militaires montrent que cette hypothèse est totalement irréaliste et relève, une nouvelle fois, de la propagande, dans le but de maintenir à tout prix la cohésion de l'OTAN, qui commence à se fissurer, et surtout de faire peur aux opinions publiques qui voient bien quelle vont être l'issue de la guerre et les conséquences économiques déplorables qu'elle a engendrées pour elles.

REFERENCES

[1] Y compris l'excellent Emmanuel Todd - dont le dernier ouvrage (*La Défaite de l'Occident*, Gallimard, Paris, 2024) est en tout point remarquable - qui s'égaré parfois lorsqu'il aborde les questions militaires.

[2] Opération lancée en dépit de l'opposition très claire de l'ONU et illégale au regard du droit international.

[3] https://fr.wikipedia.org/wiki/Invasion_de_l%27Irak_par_les_%C3%89tats-Unis_en_2003

[4] Cf. <https://www.populationdata.net/pays/ukraine/aires-urbaines>. La ville de Kiev stricto sensu couvre 827 km² et compte 3 millions d'habitants, une superficie et une population toujours supérieures à Gaza.

[5] Eric Schmitt, Julian Barnes & Helen Cooper, "Commando Network Coordinates Flow of Weapons in Ukraine, Officials Say", *New York Times*, June 25, 2022. Greg Miller and Isabelle Khushudyan, "Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia", *The Washington Post*, October 23, 2023.

[6] Voir à ce sujet mon éditorial n°62, « Quand le brouillard de la guerre commence à se dissiper », février 2023 (<https://cf2r.org/editorial/quand-le-brouillard-de-la-guerre-commence-a-se-dissiper/>).

[7] Andrei Kozovoï, « Poutine ou l'intoxiqueur intoxiqué » *Politique internationale*, n°178, Hiver 2023. Cet article, qui apporte des éléments intéressants, se décrédibilise malheureusement par sa grossière orientation anti-Poutine. L'auteur va jusqu'à attribuer la responsabilité de l'assassinat de Daria Dougina au FSB... alors que le SBU ukrainien l'a clairement revendiqué !

[8] Seule voix discordante, le chef d'état-major des armées (CEMA) français, le général Thierry Burkhard a déclaré, le 22 janvier, lors d'une conférence à la Sorbonne, que « *quelle que soit l'issue de la guerre en Ukraine, la Russie a déjà subi une défaite stratégique. (...) L'armée de terre russe est dans un état critique. Elle ne constitue plus une menace pour l'OTAN* » (<https://www.opex360.com/2024/01/24/pour-le-chef-de-la-british-army-la-societe-britannique-do>

it-se-preparer-a-leventualite-dune-guerre/).

[9] En 2023, les exportations d'armes américaines ont augmenté de 56% par rapport à 2022 selon le département d'État américain. C'est essentiellement la guerre en Ukraine qui explique cet accroissement record.

[10] Alors que Tucker Carlson, lui demandait s'il pouvait « *imaginer un scénario dans lequel vous envoyez des troupes russes en Pologne* », Vladimir Poutine a répondu : « *Seulement dans un cas de figure, si la Pologne attaque la Russie. Nous n'avons pas d'intérêts en Pologne, en Lettonie ou ailleurs. Pourquoi ferions-nous cela ? Nous n'avons tout simplement aucun intérêt (...). Il n'en est pas question* », a-t-il ajouté.

Les Services Secrets Français Sont-Ils-Nuls

?

Category: 1992-2000,Géopolitique,Livres et publications,Renseignement,SERVICES SPECIAUX
5 mai 2025

Les bouleversements géopolitiques majeurs survenus depuis la chute du mur de Berlin, puis les attentats du 11 septembre 2001 ont profondément accru le niveau d'incertitude de la vie internationale et les menaces qui pèsent sur nos sociétés. Logiquement, le rôle du renseignement s'en est trouvé renforcé pour la sécurité des États. En conséquence, dans la majorité des pays occidentaux, les moyens attribués aux services ont été considérablement renforcés, illustration du rôle de plus en plus déterminant qu'ils jouent pour détecter les menaces.

Commentaire :

Livre au titre provocateur et controversé mais également intéressant à lire car son auteur apporte un démenti, un contre-pied au fil des pages à cette question déconcertante. L'étude est étayée, l'argumentation convaincante et l'historique fidèle notamment pour l'action de nos services pendant la guerre.

Quelles conséquences géopolitiques de l'affaire Farewell ?

Category: 1962-1989,Affaire Farewell,Extraits de bulletin,Géopolitique,Guerre froide (1945-1989),Renseignement
5 mai 2025

Le 9 novembre 2012 s'est tenu à l'amphithéâtre Foch de l'École militaire, un colloque universitaire consacré aux conséquences géopolitiques de l'affaire Farewell qui a rassemblé un auditoire de plus de 700 personnes, dont nombre de personnalités, de membres ou d'anciens des Services de Renseignement et surtout 170 étudiants de troisième cycle.

Présidé par Olivier Forcade, professeur des Universités à l'Université de Paris IV-Sorbonne et au séminaire d'histoire des relations internationales, ce colloque était placé sous l'égide de l'ANAJ-IHEDN(1), à l'instigation de l'ASSDN et de la Société française d'Histoire de la Police avec le concours du groupe de réflexion METIS de Sciences-Po, du groupe Intelligence économique de HEC et le soutien, en " sponsor ", de la société McAfee. Managé par Bruno de Blignières sur une idée de Patrick Ferrant il visait en particulier des étudiants en master ou de formation équivalente avec un thème particulièrement intéressant, à savoir les conséquences géopolitiques d'une grande affaire d'espionnage, Farewell, et l'exploitation par les États-Unis et par la France des informations recueillies (près de 3 000 documents).

Profitant d'un séjour en Europe de Richard Allen, ancien conseiller pour la Sécurité nationale du Président Reagan au moment de l'affaire, il lui a été proposé de venir à Paris le 9 novembre, date mythique de la chute du Mur de Berlin et d'être le personnage central de ce projet qui a pu se réaliser grâce au soutien de l'ANAJ-IHEDN et de son secrétaire général, François Mattens dans le grand amphi Foch de l'École militaire.

Le professeur Olivier Forcade, bien connu pour ses travaux sur l'histoire du renseignement(2), a estimé que ce sujet entrait tout à fait dans le cadre des activités du séminaire d'histoire des relations internationales de la Sorbonne. Autour de Richard Allen et de lui-même, ont été réunis intervenants témoins et/ou acteurs de l'époque : le Colonel Patrick Ferrant, le Commissaire-divisionnaire Raymond Nart, ancien responsable du contre-espionnage et directeur adjoint de la DST, Daniel Vernet ancien journaliste du Monde qui était en poste à Moscou à l'époque, ainsi que Françoise Thom soviétologue, maître de conférence à la Sorbonne, Maître Bertrand Warusfel, professeur des Universités à l'Université Lille 2, avocat à la cour, expert en matière de renseignement et d'Intelligence économique dans le domaine juridique et législatif et enfin David Grout de la société McAfee, spécialisée dans la sécurité informatique et la Cyber défense. Compte-tenu du caractère universitaire du colloque, les interventions ont porté exclusivement sur les conséquences géopolitiques de l'affaire à l'exclusion de tout aspect opérationnel, ce qui pouvait être rendu public sur le sujet l'ayant déjà été.

En préambule, François Mattens au nom de l'ANAJ-IHEDN et du groupe METIS a expliqué que ce colloque entrait directement dans la logique de sensibilisation au renseignement et à l'intelligence économique des futures élites de sa génération, ce qui justifiait pleinement leurs soutiens.

En ouverture, Olivier Forcade a présenté la démarche dans laquelle ce colloque avait été monté : celle de la recherche historique et de l'impact du renseignement sur le cours des événements, sujet largement pratiqué dans les pays anglo-saxons mais récent en France dans le monde universitaire.

Connu notamment pour son livre " Dans le secret des présidents " Vincent Nouzille, journaliste indépendant, a " modéré " avec brio les quatre heures d'échanges, alternant les rappels historiques, les exposés des intervenants ainsi que les extraits d'archives qui nous avaient été gracieusement prêtés par les distributeurs et l'auteur du film " Farewell ", Christian Carion. Daniel Vernet, a retracé l'ambiance de l'époque par ses souvenirs d'ancien correspondant du

quotidien Le Monde à Moscou dans cette période de guerre froide et le climat politique régnant en URSS. Après la projection d'un bref extrait de ce film " Farewell ", notre camarade Patrick Ferrant a brossé un portrait humain de la personnalité de Volodia Vetrov, alias Farewell, bien loin des caricatures dont il est affublé par ses contempteurs.

On sait que le dernier chef du KGB, le Général Krioutchkov, reconnaissait que la " trahison " de Vetrov avait mis en difficulté son service et qu'elle avait été l'une des causes de la fin de l'URSS. Les organisateurs de la conférence ont recherché l'historien russe ou le témoin capable de dévoiler les conséquences éventuelles même indirectes de cette affaire sur l'évolution de l'URSS. Il s'avère que, à l'époque actuelle, en Russie, il n'y a plus personne qui puisse ou veuille plonger dans le passé et réfléchir à ce thème, ni bien sûr écrire des articles sur les conséquences pour l'URSS de l'affaire Vetrov. ... d'autant plus que selon le " politiquement correct " en vigueur, il ne peut y avoir officiellement aucune relation de cause à effet entre l'affaire Farewell et la destinée de l'URSS.

M. Richard Allen a expliqué comment il avait pu, par sa connaissance approfondie de la France et de son histoire, faire évoluer la perception qu'avait de la situation française l'équipe du Président Reagan déjà engagée dans une politique d'étranglement de l'URSS par le biais de l'économie et a montré comment les informations reçues de la France ont servi d'" accélérateur " à la stratégie mise en place par le Président Reagan dès son arrivée à la Maison Blanche.

A la suite des informations reçues, les États-Unis ont pu monter une opération majeure de contre-ingérence mise en œuvre par M. Guss Weiss et la CIA, en intoxiquant les services soviétiques et en sabotant les programmes soviétiques majeurs reposant sur des informations obtenues de manière illicite. Cette opération consistant à laisser " fuiter " des données techniques délibérément erronées a contribué à désorganiser la production industrielle de l'URSS dont les Programmes de Recherche et Développement scientifique et technologique reposaient sur des informations acquises par voie d'espionnage. En effet, comme l'ont rappelé les intervenants, la stratégie de l'URSS, engagée dans une course aux armements sans merci, consistait alors à faire l'économie de la R et D (Recherche et Développement) civile en recourant à l'espionnage, de manière à pouvoir consacrer la plus grande part de ses ressources à la R et D militaire.

Maître Bertrand Warusfel a décrit la seconde partie de ce plan qui visait à asphyxier le système soviétique, notamment par le renforcement des règles du COCOM, en particulier l'accord de 84-85 qui marque le tournant par lequel l'approvisionnement de l'URSS en technologie par des voies légales devient de plus en plus compliqué. De nombreux règlements mis en place à cette époque sont toujours en vigueur.

Le Commissaire-divisionnaire Raymond Nart, à présent Inspecteur général de la Police, qui pilotait cette affaire à la DST, a rappelé ce que connaissait son service chargé du contre-espionnage. Un concours de circonstances a conduit le Président de la République, François Mitterrand, à confier l'opération à la DST qui, avec les moyens humains et techniques mis à la disposition par les Armées et le CEMA, le Général Jeannou Lacaze, a pu la mener à bien grâce à une stratégie originale. Il a mis également en relief les mesures d'exploitation des informations ainsi recueillies par la France.

Françoise Thom, historienne et soviétologue éminente, maître de conférence à la Sorbonne a,

elle, traité de l'évolution du régime soviétique et de l'URSS après l'affaire, et jusqu'à la chute du Mur.

En guise d'ouverture sur les réalités actuelles, M. David Grout, au nom de sa société McAfee (Secteur France) a montré comment l'espionnage économique avait évolué depuis l'affaire Farewell notamment dans le domaine de l'information avec les intrusions de plus en plus fréquentes dans les réseaux informatiques, soit à des fins de piratage d'informations, soit dans un but agressif de destruction de données vitales. Il a souligné aussi l'importance que prenait la notion de Cyber défense face aux menaces d'intrusion, qu'elles soient d'origines étatiques ou non étatiques (3).

Le professeur Olivier Forcade a conclu en faisant observer qu'il était tout à fait significatif et symbolique que ce colloque ait été monté à l'initiative conjointe d'une association représentative de la jeunesse étudiante qui sera bientôt en charge de responsabilités, l'ANAJ-IHEDN et étudiants de master histoire des relations internationales de Paris IV et Paris II et d'une association de " vétérans ", anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale, l'ASSDN, qui peut faire partager son expérience, dans une mesure compatible avec les règles déontologiques et légales du métier.

En conclusion, ce colloque s'inscrivait tout à fait, par un exemple historique, dans la démarche initiée il y a quelques années par l'Amiral Lacoste et le Général Pichot-Duclos, visant à sensibiliser les élites comme le public à l'intérêt stratégique du renseignement, de son utilisation et du concept d'Intelligence économique.

(1) ANAJ-IHEDN : Association Nationale de Auditeurs Jeunes - Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

(2) Co-directeur de la collection " Le Grand Jeu " au Nouveau Monde éditions, auteur notamment des " Carnets du chef des Services Secrets " ouvrage de référence consacré au Général

(3) Sujet abordé quelques jours auparavant par Jean-Marie Bockel, sénateur, ancien secrétaire d'état aux anciens combattants et auteur d'un rapport du Sénat sur le sujet, au cours d'une conférence organisée dans le cadre des lundis de l'IHEDN

Remerciements :

Patrick FERRANT et Max MOULIN pour le Comité Histoire
Bruno de BLIGNIERES et Laurent LEGRIP de LAROZIERE
avec leurs remerciements à Nicolas de BLIGNIERES, Cyril COURSON et Jean TILLINAC
ainsi qu'aux deux officiers de réserve interprètes, pour leur concours efficace

Source : Bulletin n° 228

Affaire Farewell : l'espion de la DST au coeur de la guerre froide

Category: 1962-1989,Affaire Farewell,Affaire Richard Sorge,DCRI / DST,Europe de l'Est,Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989),Renseignement,Services de l'Est
5 mai 2025

Le propre des histoires d'espionnage est souvent d'être racontée par ceux qui en savent le moins. Les archives des services qui traitent ces affaires en professionnels, ne s'ouvrent jamais tout à fait et ne laissent entrevoir que ce qui est possible ou utile. Ainsi, jusqu'à maintenant, l'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, pour sa partie française, a été étudiée sans tenir compte des archives (qui viennent de s'ouvrir) des services secrets français qui ont pourtant joué un grand rôle en particulier dans les opérations de déception préparant aux différents débarquements, ou dans la Libération du Pays.

La guerre de l'ombre que ce sont livrés les officiers de renseignement des deux blocs durant la guerre froide fait partie plus ou moins importante, certes, mais partie intégrale de l'histoire de cette période. Dans cette guerre, l'histoire des "taupes" recrutées par les deux camps au coeur des dispositifs adverses tient une place essentielle qui ne sera sans doute jamais connue dans tous ses détails.

Il convient d'ailleurs maintenant de rétablir un certain équilibre. La force de la propagande soviétique relayée par les "idiots utiles" et les partisans idéologiques faisaient de tous les "occidentaux" recrutés par le KGB, le GRU ou par les réseaux émanant du Komintern des héros positifs, puisque ayant choisi de servir le "camp de la Paix"; ainsi en a-t-il été des 5 de Cambridge (à vérifier ?), de l'Orchestre Rouge ou du Réseau Sorge.

Les membres des Services Soviétiques et assimilés qui choisissaient de travailler avec des Services Occidentaux étaient qualifiés, eux, de traîtres, souvent alcooliques, corrompus par l'argent capitaliste, etc. Qu'on se souvienne de l'affaire Kravtchenko (J'ai choisi la liberté), du sort réservé au général du GRU Krivitsky, etc.

Et pourtant, ces officiers de renseignement de l'Est qui ont choisi l'Occident, ont joué un grand rôle dans l'histoire du rapport des forces entre les deux blocs, en faveur de la Liberté, de notre Liberté... Les conditions de manipulation de ces "héros" par les services occidentaux qui les avaient abordés, recrutés, parfois formés, méritent certes de l'intérêt. C'est souvent la partie de l'histoire la plus spectaculaire, celle que l'on présente au public, toujours avide de films d'espionnage et de suspens.

Cette partie est importante du point de vue du contre espionnage, de la fiabilité de la source et donc des renseignements fournis; l'intoxication des adversaires est une arme à part entière. Mais le plus important semble être l'aspect global de l'affaire: quelle est la situation internationale au moment où l'affaire se déroule? Comment vont être utilisés les renseignements obtenus ? Quelle est la situation après, ou quels sont les effets obtenus?

Ainsi de Penkovsky, au moment de la crise de Cuba, et de bien d'autres que l'Occident ne saura jamais assez remercier. Ainsi en particulier de Farewell, dont on a d'autant plus

tendance à négliger l'importance qu'il a coopéré avec un service français, la DST; de plus, ceux qui ont écrit sur lui étaient ou mal informés (normal dans ce genre d'investigation) ou mal intentionnés (normal dans ce genre de guerre de l'information).

On connaît Farewell. De son vrai nom **Vladimir Ippolitovitch Vetrov**, ingénieur en chef de l'armement (un grade équivalent à celui de colonel); il a été en poste à Paris, où il se montre actif, recrutant des sources et les manipulant le soir ou le week-end en forêt de Fontainebleau; il lui est arrivé une mésaventure qui ne semble pas avoir été connue de sa hiérarchie: il a un accident de voiture, alors qu'il a un peu trop bu; c'est son ami/objectif, cadre de Thomson qui, appelé à l'aide, va faire réparer la voiture et lui permettre de rentrer sans problème; d'où une amitié réelle .

Le service français va tenter une première approche; sans succès. Puis c'est un poste au Canada, d'où il est rappelé avant la fin de son séjour: une indécatesse connue de ses chefs lui aurait valu ce rappel, et sans doute la jalousie de quelque pistonné de son service qui pense que le meilleur moyen de prendre ce poste convoité est d'en faire chasser l'occupant; c'est une manœuvre habituelle , sans doute dans tous les services du monde.

Rentré à Moscou, il est affecté à la direction T (renseignement scientifique et technique) de la Première direction générale (PDG) du KGB. Il prépare les dossiers les plus pointus pour les présenter devant les plus hautes autorités afin d'obtenir leur aval pour le déclenchement des opérations de recherche par les postes KGB ou GRU à l'étranger.

A priori , il s'agit d'un poste de confiance, et, dans le système soviétique, le détenteur d'un tel poste n'a plus aucune chance de repartir à l'étranger, ou même de côtoyer des étrangers.

Parce que c'est un bon professionnel, il a constaté les lacunes et les vices du système soviétique; il souhaite améliorer la qualité de son travail et écrit un rapport sur les modifications qui, selon lui, doivent être apportées au système. Ces chefs n'y prêteront pas attention , d'où une certaine frustration.

C'est un bon vivant, qui aime rencontrer ses amis et faire la fête avec eux. Il adore son fils, sa fierté; il aime son pays, comme sans doute seul les Russes peuvent le faire, et cet amour est devenu charnel depuis qu'il a acheté une isba et un lopin de terre. Il admire sa femme, mais là c'est son problème; démon de la cinquantaine ou lassitude, chacun donne des coups de canif au contrat initial; et lui a "dans la peau" une de ses collègues, voisine de bureau.

Il pourrait vivre heureux ... Mais rien n'est simple. A-t-il une tendance à boire, comme le laisse penser les commentaires inspirés après coup par les autorités soviétiques; sans doute comme tous les Russes de cette époque, pas plus.

Mais surtout, comme beaucoup de soviétiques ayant vécu à l'étranger, il a une tendance à la schizophrénie, phénomène étudié par exemple dans le livre "Les hommes doubles" de Dymov ; en Occident, il a vu le niveau de vie, il a apprécié la liberté des conversations grappillées de ci de-là avec des Français; et ici, chez lui à Moscou, avec ses collègues, il est obligé de jouer celui qui n'a rien vu, de dire le contraire de ce qu'il pense profondément. Et la situation internationale en ces années 80 lui donne à penser.

C'est la fin de la crise des SS 20, ces missiles dont la précision et la mobilité (qualités dues à l'apport de l'espionnage technologique) allait donner la supériorité stratégique au Camp de la Paix; "Échec et mat" pensait-on au Kremlin.

Mais cela ne s'est pas passé comme prévu: les Occidentaux, États-unis en tête ont répliqué par le déploiement des Pershings et par celui des missiles de croisière.

Il y a eu des cas de mutinerie sur des navires de la Flotte; il y a l'Afghanistan , la Pologne et ce diable de Pape Polonais qui dit: "N'ayez pas peur".

Là où il est, il ressent parfaitement l'ambiance de guerre qui envahit la population mais surtout la classe dirigeante; il sait que la doctrine soviétique envisage l'emploi normal de l'arme atomique. Il connaît la capacité de riposte occidentale. Il comprend, par les papiers qu'il traite, que la nomenklatura essaye de reprendre l'avantage; des joueurs d'échec... Bien sûr, ses doutes et ses angoisses , il ne peut les partager avec personne;

Bien sûr, pour le journaliste russe Sergueï Kostine, " *rien dans le comportement de Vetrov ne permet de le considérer comme un combattant de l'ombre contre le système communiste ou un précurseur de la perestroïka. Cette supposition, qui se présente comme une certitude dans les publications françaises, a fait rire tous ceux qui ont connu Vetrov* " (1).

En 1981, il offre ses services à la DST, franchit l'étape la plus difficile rencontrée par tous les candidats à la défection: éviter de se faire repérer par le contre espionnage soviétique qui peut posséder des agents au sein des services occidentaux, et trouver rapidement le bon canal pour trouver la liaison et l'oreille du service auquel il va proposer sa collaboration.

Alors il va continuer à faire rire tous ceux qui l'ont connu; il va augmenter son côté pochard, et beaucoup viendront "boire avec lui" les innombrables bouteilles que lui procurera son traitant.

Pour lui, il est impératif d'apporter aux pays occidentaux la preuve que leur insouciance sécuritaire permet à l'URSS de piller leurs laboratoires en lui donnant ainsi de forger les armes qui doivent lui donner l'avantage.

Sa haine du système, ses diverses frustrations, son passé lui donnent la possibilité de passer à l'action, de trouver des amis avec qui il peut parler "po doucham" (à cœur ouvert) comme disent les Russes.

C'est un professionnel, il sait comment travaillent ceux qui sont chargés de protéger la sécurité et les secrets soviétiques; il convaincra ses traitants de lui faire confiance; mais il reste lucide: le pire peut arriver: pour lui, la balle dans la nuque; pour ses traitants successifs, ce devrait être l'accident de circulation, l'écrasement par un poids lourd, par un métro. Message qui serait compris par le service intéressé.

Tout cela , approche, semble-t-il, de la vérité.

Dans de telles affaires , bien malin qui peut sonder les reins et les cœurs. Les spécialistes de la DST se posent plus de questions qu'il n'y a de réponses; le doute envahira souvent la réflexion de ses responsables. Mais les documents arrivent, en masse. S'il y a machination, où en est l'intérêt, l'objectif ?

Au cours de l'année suivante, il fournira près de 4.000 documents de toute première importance sur la collecte et l'analyse scientifique et technique par le KGB. 70 % des informations de Farewell concernent les États-unis, parce que c'est ce pays qui a le meilleur potentiel technologique, mais tous les pays occidentaux sont concernés.

Grâce aux milliers de documents fournis par Farewell, ce n'est pas tant l'ampleur du pillage scientifique et technologique soviétique que les gouvernements occidentaux découvrent, que sa planification et son organisation systématiques par la VPK, la Commission de l'industrie militaire. Une collecte faite à la demande : les divers secteurs militaires et industriels faisaient connaître chaque année leurs insuffisances et leurs retards.

À charge pour les agents des services secrets soviétiques infiltrés (2) dans le monde entier de leur fournir les informations technologiques qui leur manquaient. Les économies ainsi réalisées sont méthodiquement chiffrées: 6,5 milliards de francs entre 1976 et 1980. Les bilans de la VPK montrent qu'entre 1979 et 1981, de nombreux systèmes d'armes soviétiques ont bénéficié chaque année de la technologie occidentale.

Vetrov ignore par contre l'identité des agents occidentaux au service des Soviétiques et ne peut qu'aider à en définir les caractéristiques. ...

Il fournira par contre l'identité de 222 officiers du KGB de la ligne X sous couverture diplomatique dans l'ensemble des pays du bloc de l'Ouest et 70 agents clandestins de la Direction T.

Ce chiffre a d'ailleurs étonné certains professionnels qui n'ignorent pas le cloisonnement efficace existant entre les différents départements du KGB, mais qui n'ont pas compris qu'au poste où il se trouvait, il n'y avait plus ce cloisonnement, que les documents "Soverchenno sekret" quittaient les coffres forts où ils étaient conservés, pour transiter pendant quelques jours par le bureau de Vetrov qui en faisait profiter son traitant, avant de retourner dans l'espace cloisonné sécurisant.

Mais son apport à la cause du monde libre, et cela on le sait moins, n'a pas consisté qu'en informations d'ordre purement technologique.

En professionnel, il n'aimait pas être orienté sur des sujets qu'il ne dominait pas parfaitement; mais les réponses qu'il apportait dans divers domaines avaient une certaine valeur: l'évolution de la situation en Pologne, des évaluations sur l'implication soviétique dans l'attentat contre le Pape (Gromyko affirmant aux représentants des pays du Pacte que ce problème allait être réglé), etc.

C'est en témoin qu'il a pu raconter la réunion qui a eu lieu à Kaliningrad, en présence de Brejnev, qui tirait les conclusions du lancement de la première navette américaine, avec la

participation du fin du fin du complexe militaro- industriel.; le directeur de la séance avait demandé à chacun de répondre en disant la vérité, pour une fois...

A la première question sur le danger représenté par la navette pour la sécurité du pays, la réponse avait été que cette nouvelle menace pouvait être mortelle. A la seconde question sur la capacité du complexe à y faire face, la réponse avait été positive, "mais en arrêtant tous les autres programmes...".

La conclusion avait été qu'il fallait tout faire pour freiner au maximum l'effort technologique et militaire américain. Comment ? par des offensives de Paix, de désarmement... Cela annonçait la suite.

Mais brusquement, après février 1982, Farewell ne se présente plus aux rendez-vous fixés.

Non que son double jeu ait été découvert par le KGB, mais, comme le découvrira la DST à l'automne seulement (et cela grâce aux Américains), il a été arrêté pour crime de droit commun !

Selon la version officielle, il a tenté de tuer sa maîtresse, qui exerçait sur lui un chantage depuis qu'elle avait trouvé dans son veston des documents dérobés au sein de la centrale soviétique.

Surpris par un milicien, il l'aurait abattu à l'aide d'un couteau de chasse... Sur ce point, courent bien d'autres variantes, invérifiables (la vérité est sans doute dans le dossier de l'enquête du KGB- mais d'après les informations qui en ont filtré (Livre de Kostine d'après un résumé de l'enquête), on comprend que Vetrov, comme tous les prévenus du monde, va balader les enquêteurs, essayer de *gagner du temps, de protéger ses traitants auxquels le lie une véritable amitié, peut-être de sauver sa peau*).

Jugé et condamné à 12 ans d'emprisonnement, il quitte la prison de Lefortovo pour Irkoutsk, en Sibérie. Sa trahison n'aurait été découverte par le KGB qu'un an plus tard, en avril 1983, après l'expulsion par la France de 47 " diplomates " russes choisis parmi les agents de Moscou dénoncés par Vetrov. Selon la coutume, il aurait reçu une balle dans la nuque, dans les couloirs de la prison. Ici aussi, il y a plusieurs variantes.

Comment cette affaire a-t-elle été vécue par les différentes parties?

En France :

Il est indéniable que cette affaire a permis au Président Mitterand, informé depuis sa nomination à l'Élysée du travail de cette taupe au profit de son pays, de marquer un point vis à vis du Président Reagan, lors du sommet d'Ottawa (17-20 juillet). Était ainsi annulé le froid

engendré dans les relations entre les deux pays créé par l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

Plus tard, on ne sait trop sous quelle influence, certains conseillers du Président auraient commencés à voir dans cette affaire (ou au moins dans l'insistance du patron de la DST à obtenir de nouvelles expulsions sans doute justifiées , mais peu politiques) une machination américaine visant à l'intoxiquer...

On a reproché à la DST d'avoir exagéré l'importance de la manipulation, pour justifier son existence, sérieusement remise en question après mai 1981. La DGSE ne fut mise au courant de l'affaire qu'en 1983 ou 1984; dans ce service certains, sans en rien savoir, n'ont voulu y voir qu'une opération de pénétration des soviétiques.

En tous cas, la DST a dévoilé une partie des agents soviétiques impliqués et a neutralisé le dispositif de recherche de l'URSS. Il en a été ainsi dans les autres pays d'Europe.

Quelle manœuvre d'intoxication, quel grand objectif supérieur auraient pu pousser l'URSS à sacrifier ainsi ses réseaux ?

Les Etats-Unis :

Mais c'est indéniablement le Président Reagan qui va utiliser au mieux cette affaire. Il ne va plus jouer aux échecs, mais impose une partie de poker.

Bien sûr des agents seront arrêtés. Mais il va comprendre que tout cela lui fournit l'information permettant d'asphyxier l'URSS, de la mettre KO debout en la lançant dans une course technologique à l'armement , qu'elle ne pourra pas suivre - ce sera la première version de la Guerre des étoiles, le grand bluff qui a réussi, allant jusqu'à fausser les essais d'interception de missiles pour affoler l'adversaire.

Ce sera toute une grande manip, réussie, tendant à lancer la recherche technologique soviétique sur de fausses pistes...Mais cela dépasse le cadre de notre étude.

Il y a eu des doutes aussi: le dossier Farewell contraignait les Américains à changer les codes de guidage de leurs missiles de croisière que les Soviétiques avaient percés à jour . Ce qui , bien sûr a pu être interprété comme l'un des objectifs de la "manipulation d'intoxication " qu'auraient pu mener les Soviétiques.

Que penser des nombreuses critiques de l'affaire, mettant en cause la main mise américaine, etc.

Que penser des pages de Gilles Ménage consacrée à cette affaire? Des personnalités proches du pouvoir ont-elles pu réellement se couper ainsi des réalités et du bon sens.

Non, les Américains n'ont pas été impliqués dans la manipulation à Moscou; cela aurait été à l'encontre de la simplicité voulue dans celle-ci.

Oui, ils ont fourni la technologie de l'appareil photo; oui, au début, ils étaient seuls à pouvoir développer; mais le problème a été vite réglé.

Oui encore, une majorité de renseignements concernait les États-unis; on a vu comment la majorité des objectifs soviétiques étaient américains.

A priori, non, ils n'ont pas manigancé cette intoxication en fournissant par un (faux?) colonel du KGB , à Moscou, de fausses informations, de faux documents portant la vraie signature de Brejnev à un amateur français.

Faut-il ajouter que c'est dès cette époque que les Soviétiques recrutèrent au sein de la CIA et du FBI des agents efficaces qui ont entre autres permis l'arrestation et l'exécution d'une dizaine d'agents recrutés par les Américains à Moscou.

En URSS :

Il est normal que les responsables du KGB aient voulu expliquer le succès de l'entreprise ou de la trahison de Vetrov par l'aide considérable apportée par les Américains à Moscou même; ils ne pouvaient comparer cela qu'aux gros dispositifs qu'ils mettaient en place par exemple à Paris pour couvrir des contacts importants et balader toutes les forces de la DST.

Il est normal qu'ils aient voulu salir sa mémoire. Il est quasi réglementaire qu'il ait été abattu d'une balle dans la tête; c'était la tradition et cela devait servir d'exemple aux éventuels candidats.

Mais on peut affirmer que Vetrov a amené la direction soviétique sur la voie de la perestroïka, à la chute du Mur de Berlin , à la fin de la guerre froide...

Il y a eu un effet Farewell, au sein même des services soviétiques et post soviétiques.

Cette affaire aurait eu un retentissement psychologique considérable sur les membres du KGB. Cela n'a bien sûr pas été un élément fondamental de la Perestroïka, mais elle a révélé le malaise profond et les contradictions qui ont provoqué l'implosion du système.

Cette affaire, et la façon dont Vetrov a fait face aux interrogatoires, a eu un effet corrosif sur la façade du KGB.

Des officiers ont admiré en secret son courage et sa détermination à lutter contre le népotisme.

En 1988, le mécontentement a commencé à se manifester ouvertement, avec un premier incident lors de l'ouverture de la réunion qui devait élire le Bureau du 1er Directeur.

Trois brillants officiers traitants ont contesté la présence sur l'estrade, à côté du général Bobkov, alors vice-président du service, d'un " pistonné ", ancien du directeur, où il n'avait jamais brillé ni par sa compétence, ni par son efficacité.

Prise au dépourvu, la direction n'avait pu que battre en retraite.

La brèche ainsi ouverte n'a cessé de s'élargir tandis que le régime se délitait, pour aboutir l'année suivante à la signature, par plus de 200 officiers du KGB de Sverdlovsk, d'une lettre

ouverte à leur direction.

Alors, l'affaire Farewell a-t-elle été l'une des plus grandes affaires d'espionnage du XXe siècle, comme l'aurait affirmé le Président Reagan; a-t-elle été une grange manipulation, menée par les Soviétiques, les Américains ?

Un jour, on saura, et on s'étonnera de la simplicité de toute cette affaire très humaine: bon sens, patriotisme, amitié. Et il faudra rendre hommage à Vladimir Ippolitovitch Vetrov du rôle qu'il a accepté de jouer, quelques soient ses véritables motivations, et qui a contribué à l'évolution du monde.

(1) [Sergeï Kostine: " Bonjour Farewell. La vérité sur la taupe française du KGB, Paris, Laffont, 1997 "](#), p. 104.

(2) *Le GKNT (Comité d'État pour la science et la technique), l'Académie des sciences et le ministère du Commerce extérieur participent au recueil du renseignement et fournissent les couvertures*